Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse

Herausgeber: Union syndicale suisse

Band: 19 (1927)

Heft: 6

Rubrik: Actualités

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

duction industrielle dans la voie de l'« américanisation ». La mesure dans laquelle il sera possible de résoudre le problème essentiel de la standardisation de la production et la mécanisation de la main-d'œuvre humaine, ne peut pas encore être déterminée maintenant, car l'ouvrier russe spécialement offre, en raison de sa tradition paysanne, de grandes difficultés à la réalisation du but poursuivi. Tout bien considéré, le rationnalisme bolchéviste cherche par la lutte, de concert avec l'Institut central du travail, à délivrer le peuple russe de son esclavage moral pour en faire des hommes qui pensent et agissent, capables de dompter les forces de la nature, se sentant à l'aise au milieu des machines gigantesques ou en accomplissant calmement un travail monotone dans le vacarme des marteaux-pilons en mouvement, des perceuses et des scies circulaires.

Actualités

Avant la guerre, on parlait en Europe occidentale dédaigneusement de « l'homme malade » du Bosphore, la Turquie, à laquelle on amputa sans pitié les deux extrémités. Or, les différentes opérations semblent avoir fait plus de bien au malade qu'aux chirurgiens. Depuis la guerre, toute l'Europe est gravement malade. Une armée de 4 à 5 millions de chômeurs révèle clairement l'état fiévreux dans lequel se trouve le patient. *La conférence économique internationale,* qui siégea à Genève en mai, devait, en qualité de réunion de médecins économiques expérimentés, prescrire les remèdes appropriés pour faire recouvrer la santé à l'organisme économique malade. Quand on pense que les experts ne comprennent ordinairement qu'une partie des choses et sont parfois très entêtés, il y a lieu de s'étonner que la conférence de Genève se soit mise d'accord relativement facilement sur quelques moyens capables d'apporter une amélioration de la situation économique. Ce résultat provient surtout du fait que la conférence en cause ne revêtait qu'un caractère consultatif. Le malade est maintenant entièrement libre de faire usage des remèdes prescrits.

*

Une bonne circulation du sang est naturellement la première condition pour un corps bien portant. C'est pourquoi l'on s'est prononcé à Genève en première ligne pour un *échange de produits international libre* aussi étendu que possible. Le remède est bon, tellement bon que l'on est presque enclin à douter de son application. Dans les débats pour l'obtention de ce résultat, il est réjouissant de constater que les représentants suisses étaient au premier rang pour montrer, comme ils le disaient, en qualité de médecin, le foyer de la maladie le plus dangereux. Nous voulons espérer qu'ils feront preuve de la même ardeur lorsqu'il s'agira de mettre en pratique les paroles prononcées et de guérir la maladie du pro-

tectionnisme sévissant dans notre propre pays. Le moment de passer aux actes se présentera bientôt, lors de la discussion du nouveau tarif douanier général. Il faut reconnaître que ce tarif n'est pas tout à fait en harmonie avec les résolutions adoptées à Genève avec l'approbation des délégués suisses. On alléguera de nouveau évidemment que la Suisse, comparativement aux autres pays, poursuit une politique douanière modérée et qu'on a besoin du tarif général uniquement comme arme pour les pourparlers au sujet de la conclusion de contrats. Néanmoins les murs douaniers des différents pays d'Europe tracés sur une grande carte d'Europe qui était exposée pendant la conférence de Genève dans un bâtiment du quai du Mont-Blanc, montrèrent un rempart protectionniste très élevé autour de la Suisse. Nombre de pays tels que l'Angleterre, la Hollande, la Belgique, le Danemark, ont des murs moins élevés. Des comparaisons dans ce domaine entre les différentes nations ne doivent certes être interprétées qu'avec circonspection; toutefois, il n'existe pas l'ombre d'un doute que dans son intérêt vital la Suisse ne doit pas seulement se borner à revendiquer la suppression des douanes des autres pays, mais doit également les supprimer elle-même. La preuve que les positions majorées ne constituent pas uniquement une arme pouvant servir lors des négociations, est fournie par la discussion au sein de la commission du Conseil national; les éléments dont la commission de négociations est composée en fournissent également un témoignage. Or, que la pompe à incendie de Genève entre en action ou non, les syndicats seront à leur poste toutes les fois qu'il s'agira d'administrer une douche aux protectionnistes suisses.

*

Cependant, il fut constaté que ce n'est pas seulement l'appareil de circulation de l'Europe malade qui est atteint, mais également *l'appareil de production.* Ici aussi il fut prescrit une ordonnance. Or, c'est extrêmement intéressant que le remède préconisé ne correspond nullement à celui recommandé par les patrons suisses pour surmonter la crise. Dans l'organe des associations patronales suisses, il est toujours prêché une réduction des salaires et une prolongation de la durée du travail comme moyen « d'adapter les prix des produits à la capacité d'achat des masses » (Journal des associations patronales suisses, n° 14). Malgré cela, la conférence de Genève, dont plus de la moitié était composée de gros industriels et de banquiers, laissa cette idée fixe du patronat suisse pour ainsi dire inaperçue. L'allusion à la théorie classique d'un vieux professeur de l'économie nationale, resta sans écho; les patrons eux-mêmes considérèrent ses élucubrations comme erronées. Il est vrai que les patrons étaient représentés à Genève par des hommes plus larges d'idées que les auteurs anonymes du *Journal des associations patronales suisses,* des hommes qui ne cherchent pas à nier les faits et qui ne désirent pas être blâmés par leurs collègues d'Amérique. L'orateur des Etats-Unis déclara que la capacité d'achat de l'ouvrier

en Amérique est extraordinairement élevée et qu'elle constitue « le facteur principal de la prospérité de notre pays ». C'est à peu près juste le contraire de ce que le *Journal des associations patronales suisses* proclame, lui qui désire adapter une baisse des salaires à la capacité d'achat diminuée!

*

La conférence économique internationale reconnut sans ambages que le problème consistait à augmenter la capacité d'achat des larges masses de la population, afin de trouver un débouché pour le surplus de production. Elle estima également que cette augmentation de la capacité d'achat ne peut être obtenue que par une augmentation des salaires et une réduction des prix. Et le moyen prescrit pour atteindre ce but est la *rationalisation.* Une discussion s'engagea sur la question de savoir quand l'augmentation de salaire ou la réduction des prix doit entrer en vigueur: avant, en même temps ou après la rationalisation. Nous défendîmes le point de vue que le but ne pourra être atteint que si en même temps que la rationalisation un élargissement du marché intervient au moyen d'augmentation de salaire ou de réduction des prix, car autrement la rationalisation apporte une augmentation de la production pour laquelle la capacité d'achat fait défaut, ou elle licencie de la main-d'œuvre, ce qui diminue encore davantage la capacité d'achat. En réalité, le problème n'est pas si simple à résoudre, mais cela ne change rien à la justesse de ces observations. Dans de nombreux cas, des augmentations de salaire devront même précéder la rationalisation, attendu que le renchérissement de la main-d'œuvre engagera précisément nombre d'entreprises à introduire des méthodes de travail plus rationnelles. La décision de la conférence économique ne contient rien au sujet de la période transitoire entre la rationalisation et la baisse des prix, resp. l'augmentation des salaires. Il est évident que les influences d'ordre économique joueront ici un rôle décisif. Particulièrement chez nous, où aucun Ford n'a encore fait son apparition, la conversion de l'avantage de la rationalisation en une augmentation de la capacité d'achat dépendra surtout de l'influence des syndicats. Au reste, la résolution de Genève recommande aux patrons d'introduire la rationalisation d'entente avec les syndicats. Cela est dans leur propre intérêt, car sans ou contre le consentement de la classe ouvrière, la rationalisation ne pourra pas être appliquée d'une manière efficace.

Economie.

Le degré d'occupation de l'industrie.

En 1921, l'Office fédéral du travail commença à publier des rapports mensuels des fédérations patronales sur la situation et le degré d'occupation dans les différentes industries. Dès 1924, les enquêtes-statistiques sur la situation de l'industrie n'ont plus lieu que trimestriellement, mais sur une base plus large. Elles s'étendaient au début à 878 entreprises avec 131,000 ouvriers; elles en-